

## FORUM

# NOS ORGANISATIONS FACE À LA 4<sup>e</sup> RÉVOLUTION INDUSTRIELLE

Reconnaître la contribution au bien commun des pouvoirs publics et des entreprises collectives

Le  
29 avril de 8h45 à 17h

À  
**Montréal**  
**UQAM** - Pavillon Coeur  
des sciences

## Cet événement s'adresse aux :

- ▣ dirigeants et décideurs des sociétés d'État ;
- ▣ organismes gouvernementaux et municipaux ;
- ▣ entreprises d'économie sociale ;
- ▣ milieux syndicaux ;
- ▣ réseaux d'acteurs qui agissent dans la sphère socioéconomique.

## Il vise à

Cerner la place et le rôle que les pouvoirs publics et les entreprises collectives doivent jouer dans les nouvelles configurations qui se mettent en place comme conséquence de la 4<sup>e</sup> révolution industrielle.

## Nous aurons le plaisir d'accueillir :

- ▣ **Simon Lacoste-Julien** - Professeur agrégé, Université de Montréal, Boursier CIFAR, Apprentissage automatique, apprentissage biologique, Membre du Mila.
- ▣ **Yves Gingras** - Titulaire de la Chaire de recherche du Canada en histoire et sociologie des sciences à l'UQAM. Yves Gingras s'est vu décerner en 2018 le Prix du Québec Léon-Gérin afin de souligner sa carrière scientifique remarquable. Il propose un regard critique sur la « révolution » de l'intelligence artificielle.

## Le saviez-vous?

« Moins de 5 % des travailleurs diplômés de l'enseignement supérieur (collèges et universités) font face à un risque élevé de perdre leur emploi à cause de l'automatisation, une proportion qui passe à 40 % pour les titulaires d'un diplôme du premier cycle de l'enseignement secondaire (secondaire 1-3) » (Arntz, Gregory et Zierahn, 2016 ; OCDE, 2016e). « Pour réussir dans le monde numérique, les travailleurs devront tous posséder une large palette de compétences cognitives, non cognitives et sociales, et en particulier des compétences en TIC, des compétences d'analyse quantitative appliquée au domaine des STIM et un bon sens de l'organisation. » — OCDE, 2018.

« Les impacts sociaux de ces nouvelles technologies, par ailleurs très diverses, sont encore mal connus. Ils pourraient s'avérer brutaux si nous ne prenons pas dès à présent le temps d'une réflexion éthique, politique, juridique, sociologique ou encore psychologique sur le type de société et de relations humaines que nous voulons promouvoir ou protéger tout en profitant des bénéfices de ces technologies de l'information et du calcul algorithmique. » — DÉCLARATION DE MONTRÉAL ET IA RESPONSABLE, 2018.

Organisé par



## CONTEXTE

La 4e révolution industrielle est amorcée. Plus qu'une nouvelle vague de changements technologiques — fondée cette fois-ci sur le **numérique** et **l'intelligence artificielle** — elle insuffle des transformations profondes à l'ensemble de nos façons de faire, de produire, de consommer, d'habiter, d'apprendre, de se soigner, de se déplacer, de se divertir...

L'ensemble des modes d'interaction sociale est appelé à se transformer, posant la question du **rôle des entreprises, des acteurs sociaux et des pouvoirs publics**, et ce à l'échelle nationale, régionale et locale.

Robotisation, systèmes cyberphysiques, technologies de fabrication numérique, big data, intelligence artificielle, apprentissage profond ; **ces phénomènes s'installent dans un discours souvent optimiste, mais aussi très inquiétant quant à certains de leurs effets prévisibles sur nos sociétés.** Plusieurs enjeux apparaissent : la répartition de la richesse créée, l'organisation du travail et la nature de l'activité productive, le développement des territoires, les modes de financement et de gouvernance des institutions et des organisations, l'exercice de la vie démocratique, la qualité de vie, la santé, la protection sociale, la fiscalité, etc. S'ajoutant à ceci, la crise environnementale vient accentuer l'urgence de revoir notre modèle de développement et nous appelle à définir notre rôle dans les transformations en cours.

Alors que ces transformations ouvrent la porte à l'essor de nouveaux marchés et à de réelles améliorations de la qualité de vie, elles tendent aussi à s'accompagner d'une **polarisation économique, sociale et territoriale**, elle-même source de tensions et de déséquilibres. En dépit de ces tendances lourdes, **on observe très souvent un statu quo dans les manières de faire des organisations, des institutions et des politiques publiques.**

- Comment s'assurer que les mutations en cours se fassent **au service du bien commun et d'une amélioration de la qualité de vie** ? Quelle contribution pouvons-nous y apporter ?
- Comment concilier cette 4e révolution industrielle avec les **impératifs environnementaux** du XXIe siècle ?
- Quelles **politiques sociales et économiques** élaborer et comment le faire ?
- Comment mener ces changements ensemble, sur la base de **choix concertés et d'une action collective et inclusive**, et non sur la base d'une adaptation passive aux contraintes externes ?

Ce n'est pas la première fois que les acteurs sociaux sont interpellés par des transformations du modèle de développement. Historiquement, les sociétés d'État, les entreprises d'économie sociale et les syndicats, accompagnant les mouvements sociaux et les pouvoirs publics, **ont soutenu ces transformations pour assurer une transition plus humaine et plus responsable socialement.**

Qu'en est-il de la 4e révolution industrielle ? Que se fait-il au sein de nos organisations ? Que peut-il se faire de plus ? De mieux ?

Un forum pour **cerner les enjeux** et **notre rôle** dans les transformations en cours

À l'orée de transformations qui s'annoncent profondes dans des sphères aussi diverses que le travail, la protection sociale, la santé, l'environnement, la fiscalité, la finance et le droit — pour ne nommer que celles-là — il est impératif de réfléchir **aux conditions d'une transition tournée vers le bien commun.**

Considérant la place importante des pouvoirs publics et des entreprises collectives dans un modèle québécois de développement mettant en son centre des valeurs de justice sociale et de solidarité, la question de leur rôle dans ces transformations est cruciale.

Cet événement est une contribution au développement d'une vision commune sur les effets sociaux, économiques, environnementaux et territoriaux de la 4e révolution industrielle et sur les possibilités qu'elle ouvre, dans une perspective de transformation sociale au bénéfice du bien commun.

**Que voulons-nous transformer ?**

**Quel rôle voulons-nous jouer dans ces transformations ?**